



Doc. 14552
27 avril 2018

Justice et démocratie pour l'Iran

Déclaration écrite n° 658

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Les Nations Unies ont condamné les violations flagrantes des droits de l'homme en Iran dans 64 résolutions. Plus de 120 000 personnes ont été arrêtées arbitrairement, torturées et exécutées, notamment lors du massacre de 30 000 prisonniers politiques de l'Organisation des moudjahiddines du peuple iranien (OMPI) en 1988. Amnesty International a qualifié ce massacre de «crime contre l'humanité» dont les auteurs doivent être traduits en justice. Selon les rapports des Nations Unies, le régime iranien détient le record des exécutions dans le monde par rapport à sa population.

Malgré la répression, en janvier 2018, le monde a été témoin d'une vague de soulèvements et de protestations du peuple iranien qui s'est étendue à plus de 140 villes. Les gens scandaient «réformateurs, conservateurs, la partie est terminée», «A bas Khamenei, à bas Rohani!», «Laissez tomber la Syrie, pensez à nous!», indiquant leur volonté d'abandonner la dictature et d'arrêter le terrorisme.

L'appel téléphonique de Rohani demandant au Président français de restreindre les activités légitimes de l'OMPI, pour avoir provoqué les récentes manifestations, montre la peur du régime face à l'opposition (AFP-2 janvier). Khamenei a annoncé publiquement que l'OMPI a été l'organisateur du soulèvement: «nous possédons des informations spécifiques indiquant qu'ils ont planifié, préparé et organisé ces manifestations depuis des mois.»

Nous appelons l'Assemblée parlementaire et la communauté internationale à soutenir les revendications du peuple iranien en faveur de la justice et de la démocratie. Nous soutenons le grand rassemblement du 30 juin 2018 à Paris pour reconnaître le Plan en 10 points de Maryam Radjavi en faveur de la démocratie comme une alternative viable à la crise iranienne.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

EVANS Nigel, Royaume-Uni, CE
ADAM Claude, Luxembourg, SOC
AMORUSO Francesco Maria, Italie, GDL
AMRAOUI Allal, Maroc
AZZOPARDI Jason, Malte, PPE/DC
BAKUN Wojciech, Pologne, CE
BILDARRATZ Jokin, Espagne, ADLE
BRUYN Piet, De, Belgique, NI
COAKER Vernon, Royaume-Uni, SOC
CORSINI Paolo, Italie, SOC
D'AMBROSIO Vanessa, Saint-Marin, SOC
DE PIETRO Cristina, Italie, GDL
DI STEFANO Manlio, Italie, NI
DIVINA Sergio, Italie, GDL
DONALDSON Jeffrey, Royaume-Uni, CE
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC
FOURNIER Bernard, France, PPE/DC
GALE Roger, Royaume-Uni, CE
GAMBARO Adele, Italie, GDL
GENTVILAS Simonas, Lituanie, ADLE
GIRO Francesco Maria, Italie, PPE/DC
GORROTXATEGUI Miren Edurne, Espagne, GUE
KERN Claude, France, ADLE
KITEV Betian, "L'ex-République yougoslave de Macédoine", SOC
KOPŘIVA František, République tchèque, ADLE
LEIGH Edward, Royaume-Uni, CE
LEITE RAMOS Luís, Portugal, PPE/DC
LUCHERINI Carlo, Italie, SOC
NICOLINI Marco, Saint-Marin, GUE
NISSINEN Johan, Suède, NI
POLIAČIK Martin, République slovaque, ADLE
PUPPATO Laura, Italie, SOC
REISS Frédéric, France, PPE/DC
RUSSELL Simon, Royaume-Uni, CE
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
ŠEPIĆ Senad, Bosnie-Herzégovine, PPE/DC
SOBOLEV Serhiy, Ukraine, PPE/DC
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
TORNARE Manuel, Suisse, SOC
VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC
WENAWESER Christoph, Liechtenstein, ADLE
WIECHEL Markus, Suède, NI
YEMETS Leonid, Ukraine, PPE/DC

Total = 42

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
GDL: Groupe des démocrates libres
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe